

Jeu, set et match : KAGAME

E Macron s'est associé à la plus grande opération de désinformation de la fin du 20ème, en s'essuyant les pieds sur l'honneur de l'institution militaire

Communiqué de Presse suite à la démission du Chef d'état-major des armées

Je tire trois enseignements de la démission de Pierre de Villiers qui me semblait d'ailleurs inéluctable - et qui n'est pas la première erreur du président Macron, mais la seconde puisqu'il a quelques jours auparavant déclaré qu'il fallait diminuer le nombre d'élus locaux, prouvant par là qu'il ne connaît rien à la vie locale.

Voici lesquels :

1. Cela pose la question de la parole donnée : comment peut-on s'engager en campagne électorale à augmenter le budget des Armées jusqu'à ce qu'il atteigne 2% du PIB, et un mois après son élection raboter ledit budget de 850 millions sur une année, alors même que l'on demande toujours plus d'efforts à nos soldats ?
2. Ce qui nous amène à la question de l'engagement : comment confirmer dans ces circonstances l'engagement de la France vis-à-vis des cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad), alors qu'on privilégie une seule approche comptable et budgétaire ? Le Président de la République doit s'engager fermement dans la lutte actuelle et prendre la mesure de notre conflit avec l'islam radical.
3. Enfin, la question de la légitimité de la parole du Chef d'état-major des armées : doit-il se taire, ou mentir devant une Commission ad hoc pour être conforme à la dernière parole du Président de la République ? Ou au contraire, ne doit-il pas alerter sur le risque de dégradation de l'équipement et de la formation des militaires dont il a la charge ?

Il y a, hélas, des précédents historiques à cette situation, lorsqu'en 1938, des hauts généraux alertèrent les pouvoirs publics sur l'état de notre armée, et à qui

malheureusement les événements donnèrent rapidement raison.

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

Emmanuel Macron ou l'indignité nationale au service du « buzz » médiatique

En voyage en Algérie en début de semaine, Emmanuel Macron a qualifié la colonisation française de « crime », de « crime contre l'humanité » et de « vraie barbarie », dans une interview à la chaîne algérienne Echorouk News, diffusée mardi 14 février .

Monsieur Macron, ces propos sont d'une indignité sans nom lorsque l'on aspire à devenir le représentant de la nation des droits de l'homme et des lumières.

Les mots ont un sens et qualifier notre pays et nos pères de la sorte démontre au mieux un manque de réflexion lié à une certaine immaturité politique, au pire un calcul politicien ignoble de recherche d'un électorat sur des fondements communautaires de haine de la France au moment où votre popularité ne cesse de décroître malgré une exposition médiatique incessante et plus que complaisante.

Les mots ont un sens donc ; et je vous rappelle ce que l'Article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale entré en vigueur le 1 juillet 2002 entend par crime contre l'humanité : l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque : Meurtre ; Extermination ; Réduction en esclavage ; Déportation ou transfert forcé de population ; Emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international ; Torture ; Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable ; Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste ; Disparitions forcées de personnes ; Crime d'apartheid.

Monsieur Macron vous n'avez certes que 39 ans et une ambition manifestement sans limite mais il m'appartient de vous rappeler que des millions de nos compatriotes sont morts pour faire cesser les crimes contre l'humanité perpétrés par l'Allemagne Nazie.

Que de nos nombreux soldats venus des colonies sont morts aux côtés de leurs compagnons d'armes de métropole pour mettre à bas un régime d'abomination.

Comment pouvez-vous comparer la patrie de Rousseau, Voltaire, Diderot, Montesquieu et d'Alembert et l'Allemagne Nazie d'Hitler, Goebbels et Barbie... Vos propos sont non seulement indignes de la fonction à laquelle vous aspirez, mais également de tout responsable politique.

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

Dimanche, votre mobilisation sera déterminante

Nous voici arrivés au terme de la campagne de la primaire.

Je vous avais donné les raisons de mon vote pour François Fillon.

Il a magistralement remporté le 1er tour, déjouant ainsi les pronostics et les souhaits de tous les acteurs du politiquement correct.

Il convient dimanche de transformer l'essai en allant voter: c'est votre mobilisation qui sera déterminante.

Ne laissons pas la gauche choisir le candidat de la droite aux présidentielles de 2017 !

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

Dimanche à la primaire je voterai François FILLON

Amis qui me suivez et qui m'interrogez, dimanche à la primaire je voterai François Fillon.

Et pour le programme et pour l'homme.

Son programme, il l'a bâti après avoir effectué un diagnostic fouillé et rigoureux de l'état de la France en partant du terrain et des réalités.

Des projets qui nous sont proposés, c'est celui qui m'apparaît le plus sérieux.

Sur l'éducation, l'économie, l'immigration il tente un juste équilibre entre autorité et liberté.

Sur la place de la France en Europe et dans le monde, il porte un regard lucide et décalé par rapport aux autres candidats.

C'est l'un des premiers qui ont dénoncé le totalitarisme islamiste et pris la défense des Chrétiens d'Orient, c'est l'un des premiers qui ont souligné la nécessité d'un dialogue franc avec la Russie.

L'homme, est droit et libre.

Il est attaché tant à ses valeurs familiales et sociétales qu'à ses convictions religieuses et ne l'a jamais caché.

C'est un catholique social, un libéral conservateur.

Il analyse les fractures françaises sans hystérisation, mais en appelant un chat un chat.

Charles MILLON

Ancien Ministre de la Défense

Communiqué de Presse

Nicolas Sarkozy, dont le dernier livre fait grand bruit médiatique depuis quelques jours, semble découvrir soudainement que la France a une identité propre, que celle-ci est chrétienne dans ses racines et son développement, ou encore que l'immigration de masse est un souci.

Soyons justes : il avait développé en filigrane ces thèmes lors de sa campagne victorieuse de 2007, à l'instigation de quelques conseillers.

Seulement, depuis l'eau avait coulé sous les ponts, et son quinquennat n'avait pas manqué de mettre en lumière sa capacité à accomplir le contraire de ce qu'il prêchait la veille.

Vérité en-deçà de l'élection, erreur au-delà ?

Doit-on rappeler que : Nicolas Sarkozy qui réclame aujourd'hui un « Schengen 2 » est celui-là même qui, passant outre la volonté du peuple, a fait adopter un traité européen reprenant le projet pourtant rejeté par les Français en 2005 ; Nicolas Sarkozy qui assure aujourd'hui vouloir expulser les criminels étrangers après la purge de leur peine est bien celui qui a supprimé la double peine ; Nicolas Sarkozy annonce qu'il abrogera la loi Taubira et le lendemain qu'il la gardera.

Bref, ajoutant à tout cela des mesures économiques démagogiques, il tente d'accaparer aujourd'hui l'électorat de droite exaspéré.

Tous ces thèmes de l'identité, l'immigration, l'économie, sont capitaux mais, de grâce, déclinons-les en profondeur et avec mesure et harmonie ; sans les excès ou les incohérences de propositions de circonstance.

Charles Millon
Ancien Ministre de la Défense
Président de l'Avant Garde

Communiqué de presse: Saint-Etienne-du-Rouvray

La guerre est totale entre les terroristes musulmans et notre civilisation judéo-chrétienne.

Hier à Saint-Etienne-du-Rouvray, ils ont montré une nouvelle facette de son visage : l'ennemi pour eux, c'est la chrétienté.

Avant hier, nous avons fêté le premier martyr apôtre avec Saint Jacques, aujourd'hui nous avons sur la terre de France le premier martyr de cette guerre engagée par DAECH.

À nous de prendre nos responsabilités pour que cette guerre ne se généralise pas. À nous d'engager toutes les mesures pour que cette nouvelle idéologie totalitaire qu'est l'islamisme radical ne puisse avoir de nouveaux adeptes prêts à donner leur vie pour tuer et semer la terreur révolutionnaire.

À nous d'expulser ou d'interner tous les imams qui prêchent cette idéologie dans les mosquées, les écoles coraniques ou les centres culturels musulmans.

À nous de demander des explications et si nécessaire de suspendre nos relations diplomatiques avec tous les pays qui financent directement ou indirectement cette bête immonde qu'est DAECH.

À nous de faire pression sur Recep Tayyp Erdogan pour qu'il ferme effectivement la frontière avec la Syrie, sans quoi il se rend gravement complice du terrorisme islamique.

À nous de conclure une vraie alliance au travers d'un pacte avec tous les pays qui subissent aujourd'hui l'agression armée de DAECH ou de ses filiales telles que Boko Haram, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.

À nous d'offrir à ces pays non seulement un soutien militaire, comme le fait d'une manière admirable la France au Mali et dans toute cette région d'Afrique.

Mais aussi un programme de développement économique, social et culturel. A nous de demander aux responsables musulmans français de condamner solennellement ces horreurs et tout texte appelant à la violence et au meurtre.

À nous d'interdire la vente d'ouvrages appelant au djihad et de fermer les sites djihadistes en libres accès sur le territoire.

À nous d'engager d'une manière extraordinaire un soutien aux chrétiens d'Orient qui sont aux avant-postes pour défendre notre civilisation et nos convictions spirituelles.

Sur le plan national, à nous de prendre toutes les mesures qui s'imposent :

- le rétablissement urgent des frontières nationales et la sortie de l'espace Schengen,
- le renforcement du renseignement de proximité,
- l'internement préventif de tous ceux qui sont complices de l'ennemi,
- le renforcement d'une réserve qui prêterait main forte à nos forces armées et en particulier à la gendarmerie dans sa lutte contre le terrorisme islamiste,
- la réforme du code de la nationalité par la suppression du droit du sol, de l'acquisition de la nationalité française par mariage et par la déchéance de nationalité des terroristes binationaux.

Aujourd'hui ce n'est plus l'heure du débat et de l'hésitation. Nous avons dénommé l'ennemi, nous lui avons déclaré la guerre, maintenant prenons les moyens pour la gagner. Il en va de la survie de notre civilisation.

Nous croyons profondément en la force des valeurs qui ont fondé l'Occident chrétien et dans ce combat civilisationnel qui est engagé, nous sommes persuadés qu'elles triompheront de la barbarie islamiste.

Car la vie aura toujours le dessus sur l'instinct de mort et l'espérance vaincra les puissances des ténèbres.

Charles Millon
Ancien Ministre de la Défense
Président de l'Avant Garde

Élections législatives partielles 2016: 3^o circonscription de l'Ain

J'ai eu l'honneur de représenter les électeurs de la 3ème circonscription de l'Ain, de 1978 à 2002.

Durant toute cette période, j'ai engagé au niveau local, régional et national des actions politiques avec de nombreux responsables du département de l'Ain, dont Etienne Blanc et Olivier de Seyssel.

C'est pourquoi, lorsqu'en 2002 j'ai souhaité qu'Etienne Blanc soit candidat à l'Assemblée Nationale, je me suis félicité qu'il ait choisi Olivier de Seyssel comme suppléant. L'un et l'autre ont en effet participé à l'action politique que j'ai menée :

De 1981 à 1986, le combat contre la gauche et le programme commun

En 1988, la campagne présidentielle de Raymond Barre

En 1992, les élections régionales

En 1995, la campagne présidentielle et la victoire de Jacques Chirac

En 1997, la victoire aux législatives

Etienne Blanc m'a succédé comme député de la 3ème circonscription de l'Ain, de 2002 à ce jour. Pour des raisons de cumul des mandats, il a été amené à démissionner.

Aujourd'hui les habitants du Bugey - Pays de Gex - Pays Bellegardien doivent lui choisir un successeur. C'est bien naturellement que, nombreux, nous soutenons Olivier de Seyssel afin qu'il poursuive cette mission.

Enfant du Bugey, agriculteur, Président de la MSA Ain-Rhône, il connaît la vie politique, car il a siégé comme conseiller municipal de Magnieu et comme conseiller régional.

C'est pourquoi je souhaite que les électeurs de la 3ème circonscription fassent confiance à Olivier de Seyssel pour les représenter à l'Assemblée Nationale.

La France est dans une situation préoccupante : elle mérite d'avoir au Parlement des hommes des territoires qui connaissent la réalité économique et sociale du Pays. Olivier de Seyssel en est un.

Le 30 Mai 2016,
Charles MILLON

Ancien ministre de la défense

Président de l'Avant-Garde